

Le procès politique de destitution contre le président du Pérou n'est pas approuvé



HispanTV

Lima, 7 décembre (RHC) Le Congrès du Pérou, dominé par l'opposition, a refusé ce mardi de débattre de la motion de destitution contre le président du pays, Pedro Castillo.

Le Congrès a rejeté ce mardi par 46 voix pour et 76 contre la motion de destitution contre le président Castillo, ce qui ferme la porte, pour l'instant, à la tentative à cette fin promue par l'opposition.

"La motion" de destitution du président n'a pas été acceptée, a déclaré la présidente du Congrès, María del Carmen Alva, après que la demande d'ouvrir un procès politique contre Castillo n'a obtenu que 46 voix en plénière (il en fallait 52 pour l'approuver) 76 contre et 4 abstentions.

Des représentants des partis Pérou Libre, Ensemble pour le Pérou et Nouveau Pérou, et de centre, Nous pouvons Pérou, Nous sommes le Pérou et le Parti Morado avaient exprimé qu'ils rejetteraient la pétition.

Pour que cette mesure soit couronnée de succès, 40 % des députés présents du Congrès unicaméral péruvien, dont les différends avec le pouvoir exécutif ont marqué la vie politique du pays ces dernières années et ont abouti à la destitution de plusieurs présidents, devraient voter en sa faveur.

Castillo a assumé les rênes du pays andin pour la période 2021-2026, après que le Jury National des Elections (JNE) l'ait proclamé en août gagnant à la consultation du 6 juin face à la candidate d'extrême-droite Keiko Fujimori. Depuis l'investiture de l'enseignant de primaire, le 28 juillet 2021, les partis de droite du Pérou ont tenté de préparer les conditions de sa destitution.

Le 25 novembre dernier, quelque 28 membres du Congrès et législateurs des partis d'opposition péruviens, dont Pays Avance, Renouveau Populaire et Force Populaire, ont demandé qu'il soit donné suite aux discussions pour la destitution du président devant le bureau du Parlement, en invoquant la cause constitutionnelle dite "incapacité morale".

Selon la demande, Castillo ne remplirait pas les conditions morales nécessaires pour le poste de président, qu'il occupe pour "bénéfice propre ou d'amis", comme le prétend la demande.

Il s'agit de la cinquième motion de procès politique contre un président péruvien au cours des cinq dernières années et elle a rappelé les demandes similaires qui ont conduit à la chute des présidents Pedro Pablo Kuczynski, en 2018, et Martín Vizcarra, en 2020.

Si la requête avait été acceptée, Castillo aurait dû comparaître devant le parlement au grand complet dans quelques jours pour faire face aux accusations et présenter ses moyens de défense. Cependant, il était très difficile pour les opposants d'obtenir ensuite les 87 voix nécessaires pour déclarer la vacante présidentielle pour cause présumée d'incapacité morale.

Source Hispan TV

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/279219-le-proces-politique-de-destitution-contre-le-president-du-perou-nest-pas-approuve>



Radio Habana Cuba